

A MME LA SECRETAIRE D'ETAT A L'ECOLOGIE A PROPOS DES EXPERTS INTERNATIONAUX SOLLICITES POUR LE PLAN-OURS DANS LES PYRENEES

Madame,

Puis-je vous suggérer de garder vos experts pour les véritables problèmes de biodiversité et de développement durable, il me paraît inutile d'utiliser à cet effet l'argent d'un budget que le gouvernement s'est, entre autre, engagé à gérer plus efficacement.

Le travail en effet a déjà été fait.

Car, au fond, que s'agit-il vraiment d'expertiser?

- Savoir si les Pyrénées sont un milieu où des ours pourraient subsister ?

Mais oui, ils l'ont prouvé déjà ! Lorsqu'ils ne tombent pas des falaises, ou ne décident pas de s'installer dans un bas-pays dont aussitôt nos spécialistes les enlèvent, ceux qui sont là vivent et se nourrissent bien. A quel râtelier, c'est un autre problème n'est-ce pas? Nous n'allons pas nous encombrer de ces impedimenta alors qu'une grande cause est en jeu, rien moins que la nature !

Je noterai cependant dès à présent ceci, qui a beaucoup changé ma vision des Pyrénées: cette propension de nos, ou plutôt vos, spécialistes à faire remonter vers nous, gens d'en haut, les égarés du bas pays, laisse penser que, pour eux, cette nature à protéger dont les ours seraient, dit-on, "le parapluie", c'est en haut qu'elle se trouve, pas en bas, vers les villes et leurs zones industrielles. Pas davantage vers ces espaces de grande culture dont l'homogénéité génétique des productions, les traitements chimiques qu'elles supposent sont, pour de nombreux scientifiques sans doute mal informés, un réel problème de biodiversité.

Naïvement j'avais cru l'inverse pendant longtemps: nature malmenée par en bas, pas vraiment par en haut où d'ailleurs nous avons plein de sites Natura 2000. Merci de me libérer ainsi de "cette faute de goût, je ne la ferai plus", comme disait à tout autre propos, le regretté Brassens qui lui, déjà, s'intéressait plus particulièrement aux gorilles.

- Savoir si les animaux que notre douce France a déjà importés sont une population viable ?

C'est déjà fait aussi. C'est non. En 2005, dans les monts cantabriques, une population estimée entre 80 et 120 ours bruns ne pouvait « être considérée comme viable » par le biologiste Javier Navez.

L'étude sur les conditions d'habitat de la bête, qu'il avait cosignée en 2003 avec trois autres spécialistes dans le volume 17, n° 5, de *Conservation Biology*, se concluait entre autre par ceci: « Nos analyses peignent un tableau pas très optimiste des conditions d'habitat de l'ours brun dans le nord de l'Espagne. Il y a peu d'habitat qui ne soit occupé ni de bonne qualité ; pour les deux sous populations, cet habitat présente une proportion élevée de caractéristiques sous optimales, situation caractéristiques de nombreuses espèces dans des zones fortement humanisées. »

Même conclusion, la même année, en décembre, dans une étude strictement génétique celle-là, *Estudio genético del oso pardo cantábrico en Asturias*, dernière phrase: « Il est indispensable qu'ait lieu un échange génétique entre les deux noyaux de population, et pour cela il faut améliorer leur habitat et éliminer les barrières artificielles existant entre ces deux noyaux ».

Ah, l'espèce humaine quand même, quel gêneur ! Je n'ose écrire « parasite », finalement ça me gêne, j'en fais partie ...

- Savoir si les mesures de protection que vous préconisez aux éleveurs sont efficaces, pour leurs troupeaux, le milieu qu'ils parcourent, et, incidemment, pour eux-mêmes ?

C'est encore déjà fait. Réponse : pas toujours, et de façon sans cesse à remettre en question car tous les prédateurs s'adaptent, vrai travail de Sisyphus, et quant aux conséquences ... Le Centre d'Etudes et de Réalisation Pastorale Alpes-Méditerranée vient de publier sur ce point les actes d'un colloque scientifique. Il concerne certes les loups, mais les mesures de protection que vous nous conseillez sont exactement semblables dans les deux cas, et les loups commencent chez nous à pointer leur crocs. Vous pouvez peut-être éviter les frais d'un expert et acheter cet ouvrage, il ne coûte que 25 euros à l'adresse suivante: CERPAM, Route de la Durance, 04100 Manosque.

Le résumer serait trop long, mais je l'ai lu, en entier, et cette phrase, de l'écologue Laurent Garde, un écologue ... ça doit normalement connaître un peu l'écologie, cette phrase me semble une bonne synthèse de l'ensemble des interventions: « *désorganisation du système pastoral, avec des répercussions sur l'état des animaux, l'état du milieu, l'état des hommes qui le mettent en oeuvre* ». C'est page 220, si vous n'avez pas le temps, vous pouvez vous contenter de lire ce seul article.

- Savoir si les éleveurs pyrénéens veulent de Nounours chez eux ?

Là, je crois savoir qu'hormis une association dont je crois savoir aussi qu'elle émerge à votre généreux quoique restreint budget, mais les associations ne sont-elles pas le levain de notre démocratie, l'ACP pour ne pas la nommer (36 adhérents à jour de leur cotisation en 2006 découvert-je il y a peu sur leur site, dont 17 actifs dans le pastoralisme : la représentativité de cette association me semble en effet exemplaire, tout comme son activité pour combattre cette plaie, le chômage : 36 adhérents à jour en effet, mais quand même 7 salariés. Peu nombreux mais heureux adhérents ! Un salarié pour 5,142 d'entre eux. Mais que font les autres associations, y compris environnementalistes qui sont loin d'effleurer un tel ratio ?), hormis dont cette association « professionnelle », je ne vois guère autour de moi (et il y a beaucoup de monde, et sur toute la chaîne) de farouches partisans de la bête.

Pour ne point être accusé de je ne sais quelle mauvaise foi haineuse, je me permets cependant de vous indiquer les adresses où vous trouverez les informations citées ci dessus concernant l'ACP :

- [Bilan 2006](#)
- [L'équipe](#)

Un expert en sondage donc ? Autre frais inutile.

Qu'oublié-je, digne d'être expertisé chez les ours ? Je ne vois.

Par contre, Madame, si vraiment l'expertise est une nécessité nationale, me permettez vous de vous suggérer ces objets : le pastoralisme, son rôle dans la biodiversité agricole et ordinaire, la richesse environnementale de ce que les spécialistes appellent les « éco-agrosystèmes », les races d'élevage autochtones dont la Conférence de Rio, en son chapitre 14 soulignait les « *caractéristiques uniques quant à l'adaptation, la résistance aux maladies et les utilisations spécifiques, qui mériteraient d'être préservées* », et la nécessité « *d'accorder tout l'appui nécessaire* » aux populations elles mêmes *autochtones* qui les élèvent, car elles « *ont un rôle vital à jouer dans la gestion de l'environnement et le développement du fait de leurs connaissances du milieu et de leurs pratiques traditionnelles* », c'est ainsi formulé dans le principe 22 de ce chapitre 14. Je ne fais que recopier.

J'allais oublier ceci : ce que l'on appelle « *externalités positives* » et qui désigne plus platement toutes ces aménités induites par le pastoralisme, qualité des paysages, milieux ouverts propices aux activités de nature et de toutes natures, etc ...

Il y aurait là en outre un important gisement d'économie. Les deux espèces *autochtones*, bêtes ou gens, sont déjà présentes sur la chaîne à l'inverse des ours slovènes : pas de frais de transports, pas d'équipe de suivie (ça fait très longtemps qu'ils se suivent eux-mêmes sans se perdre en montagne), pas de puces électroniques (bêtes et gens ont déjà soit des boucles numérotées aux oreilles, soit des pièces d'identité, et parfois les deux pour certains spécimens à deux pattes).

La piste est à creuser en ces temps d'inquiétude budgétaire et naturaliste à la fois, ne croyez-vous pas ?

Avec tout mon respect,

Bruno Besche-Commenge, abonné au gaz pas à l'usine à gaz, et contribuable.
Saint-Girons, Ariège-Pyrénées.